

d'être restés français ! Ils voient bien, allez, que tous les actes de ceux qui nous dirigent ont pour objet de nous écarter le plus possible de la France !

Voyons, messieurs de la St. Jean Baptiste, réfléchissez, il en est temps encore.

Songez à la monumentale grossièreté que vous allez commettre, si vous écarterez aussi systématiquement la France officielle et républicaine des fêtes qui se préparent.

Les fêtes symboliseront deux régimes :

La fondation de Maisonneuve, *le roy* ;

L'achèvement du Monument National, *la démocratie*.

Nous ne vous demandons pas de choisir entre ces deux grandes idées, nous vous demandons de les unir.

Malheur à ceux qui séparent ces deux éléments, malheur à ceux qui les mettent en antagonisme !

On a déjà vu lequel était le plus fort.

DUROC.

L'INSTRUCTION

Le père Menier, le fondateur de l'immense chocolat de Menier, soit dit sans réclame, le seul qui ne blanchisse pas en vieillissant, était devenu sur ses vieux jours un économiste excessivement distingué. Il a laissé avec une énorme fortune un bagage scientifique d'une grande valeur.

Il avait coutume, dans chacun de ses discours, qu'il faisait très fréquents et très longs, de dire : "Il y a deux choses pour lesquelles la République ne fait pas d'économies ; l'instruction et l'armée."

Il doit en être de même dans toutes les sociétés bien constituées et progressives ; et puisqu'ici, nous sommes heureusement dispensés des douloureuses charges qu'entraîne le maintien d'une armée, n'est-il pas de notre devoir de reporter vers l'instruction publique la plus grosse part des dépenses que nous sommes capables de faire ?

Ce journal a déjà exprimé dans un article précédent la nécessité inévitable de perfectionner notre système d'éducation, de le réformer, de le créer à nouveau,

Toujours résonneront à nos oreilles ces douloureuses paroles énoncées en plein parlement par le ministre dont dépend l'organisation de l'instruction publique ; " *Il y a au Canada des municipalités où pas un homme ne sait lire ou écrire, et l'on est bien obligé de prendre des commissaires d'écoles qui ne sachent ni lire ni écrire.*"

Cette déclaration, qui a fait le tour de la presse et, maintenant, presque le tour du monde entier, devrait pourtant secouer jusqu'à la racine des cheveux les inébranlables dignitaires du Conseil de l'Instruction Publique.

Il n'est pourtant pas possible de leur dire plus ouvertement, plus franchement, qu'ils ont failli à leur tâche, qu'ils ont trahi les aspirations les plus nobles du pays, qu'ils ne sont bons à rien en matière d'éducation.

La déclaration a été assez explicite. Maintenant, va-t-on prendre quelque mesure ?

Le moment n'est-il pas venu d'admettre d'abord la nécessité d'imposer l'obtention de diplômes aux professeurs ecclésiastiques ?

C'est bien vite dit, de s'écrier comme M. Pelletier, que les Ecoles Normales n'ont pas produit les résultats que l'on attendait d'eux ; que les élèves, une fois leurs études terminées s'en vont aux Etats-Unis.

Eh oui ; mais pourquoi ?

Parceque toutes les bonnes places sont prises par de petits abbés qui sont professeurs par la grâce de Dieu.

Tous les rebuts de collège, les fruits secs des cours de classe deviennent d'emblée des professeurs de marque, encombrant nos collèges classiques, se pavant aux distributions de prix, eux qui n'ont jamais pu de leur temps décrocher le plus humble accessit.

Mais les pauvres garçons qui se sentaient quelques dispositions pour l'enseignement, après avoir vainement frappé à toutes les portes, s'être heurtés à toutes les humiliations et à tous les refus, se voient obligés de s'expatrier.

Comment se fait-il donc que les protestants, les suisses, réussissent à entretenir, à faire vivre deux collèges français purement laïques, le Collège Sabrevoix et un autre à la Côte St. Antoine, et que les catholiques n'aient pas à